Anthropologie impliquée, anthropologie appliquée ou anthropologie publique : les anthropologies anglo-saxonnes au-delà ou en deçà du développement ?

Jean Copans

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/731>

DOI : 10.4000/anthropodev.731

ISSN : 2553-1719

Éditeur

APAD - Association pour l'anthropologie du changement social et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 221-231

ISBN : 979-10-93476-06-3

ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Jean Copans, « Anthropologie impliquée, anthropologie appliquée ou anthropologie publique : les anthropologies anglo-saxonnes au-delà ou en deçà du développement ? », *Anthropologie & développement* [En ligne], 48-49 | 2018, mis en ligne le 18 juillet 2019, consulté le 24 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/731> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.731>

La revue *Anthropologie & développement* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Anthropologie impliquée, anthropologie appliquée ou anthropologie publique : les anthropologies anglo-saxonnes au-delà ou en deçà du développement ?

Public Anthropology in a Borderless World

Sam Beck and Carl A. Maida (eds.), 2017 (2015), Oxford, Berghahn Books, Studies in Public and Applied Anthropology, vol. 8, 412 p.

Anthropology and Public Service. The UK Experience

Jeremy MacClancy, 2017, Oxford, Berghahn Books, 202 p.

Theoretical Scholarship and Applied Practice

Sarah Pink, Vaike Fors and Tom O'Dell (eds.), 2017, Oxford, Berghahn Books, Studies in Public and Applied Anthropology, vol. 11, 254 p.

Jean Copans

À première vue, de manière quasi réflexe, les expressions ou qualificatifs d'« anthropologie publique », de « pratique appliquée » et de « service public » évoquent pour des chercheurs français et les lecteurs de cette revue le champ des études du développement et de la consultance qui l'irrigue. Et pourtant, à trois exceptions près (Brésil, Mexique, Ghana), les 33 textes qui composent ces trois ouvrages n'abordent que les terrains des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Suède¹ même si les domaines concernés sont des plus classiques et vont du développement communautaire urbain aux politiques d'insertion des migrants ou encore des politiques carcérales à celles de l'apprentissage numérique. Les expériences relatées relèvent toutes de la discipline de l'anthropologie. En France la plupart de ces recherches et de ces interventions seraient considérées comme relevant de la sociologie, de la psychologie sociale, de

¹ Les auteurs des études au Sud sont, à une exception près, originaires de l'Occident, en poste ou financés par ce dernier. Il s'agit là, selon nous, d'une situation qui relève plus du développement que de l'immersion publique.

la science politique voire de la géographie, des sciences sociales impliquées de longue date dans la préparation ou l'évaluation des politiques publiques officielles nationales. La première leçon évidente qu'impose la lecture de ces trois ouvrages (et d'un grand nombre d'autres volumes de cette même collection initiée en 2003 et dirigée par S. Pink, professeure d'anthropologie en Australie²) est que l'ethnologie et l'anthropologie font partie du domaine public et qu'à ce titre elles manifestent une compétence généraliste, non limitée à un certain type de populations ou d'acteurs très particuliers, qui seraient étrangers par définition et de surcroît « exotiques ».

Bref l'anthropologie est considérée ici comme une science sociale de l'ordinaire administratif et politique ; elle est reconnue comme un interlocuteur valable par les autorités locales, régionales ou nationales sans avoir besoin d'une bénédiction internationale ou humanitaire supplémentaire. J. MacClancy, responsable du recueil britannique, met très clairement en lumière les responsabilités des enseignements et des programmes universitaires (et par conséquent des anthropologues enseignants eux-mêmes) en matière de dé-exotisation de la discipline. Il conclut d'ailleurs son recueil par une brève postface qui suggère quelques pistes pédagogiques et concrètes pour apprendre à pratiquer les terrains « sociaux » (au sens de travail social et public) de chez soi et non en expatriation.

Notre première impression, tirée du récit de toutes ces expériences et des multiples façons d'aborder le social dans une perspective de diagnostic, d'évaluation et de transformation, est donc qu'il s'agit effectivement ici de développement au sens bien connu du terme. La science fondamentale de l'anthropologie ne disparaît pas du tout pour autant mais elle se voit confrontée à une réalité banale et immédiate et non pas lointaine, par nature différente. À confronter ces trois ouvrages, seul celui de MacClancy nous rappelle l'anthropologie appliquée coloniale comme une expérience appliquée originelle. Beck et Maida se contentent, si l'on peut dire, de rappeler les grandes lignes des contestations américaines des années 1965-75 qui manifestaient à la fois la dénonciation de l'anthropologie au service des guerres impériales américaines (qui resurgit ces dernières années avec l'engagement militaire en Afghanistan et ses demandes de conseils anthropologiques³) d'une part et son désir de mieux saisir les effets des pouvoirs économiques et politiques nationaux (voir le célèbre texte de

² Cette dernière est également coéditrice d'un des volumes en recension.

³ Voir l'article de J. Bonhomme (2007) et l'ouvrage récent édité par des responsables du *Human Terrain Systems*, M. McFate et J.H. Laurence (2015). Lire également le compte rendu de cet ouvrage par N. Israel (2017).

L. Nader publié en 1972⁴) et des luttes qui les défient à commencer par celles de populations amérindiennes. Il est vrai que l'anthropologie américaine appliquée remonte tout autant aux années 1920, comme l'anthropologie britannique, mais MacClancy ne fait remonter qu'aux années 1970 le début d'une anthropologie appliquée à l'espace national britannique. Ni les deux éditeurs américains ni l'éditeur britannique, ni même les éditeurs australiens et suédois n'évoquent le cas français. Il s'agit là d'une ignorance tout à fait normale puisque le champ du développement (par définition étranger, au « Sud ») ne fait pas partie de leurs réflexions alors que ce dernier constitue depuis un demi-siècle notre seul terrain d'application ou d'implication de la discipline anthropologique.

L'Anthropologie publique en action

Le volume le plus ambitieux et le plus problématisé est celui de Beck et Maida. L'expression de « sans frontières » désigne le champ mondial de l'anthropologie mais les auteurs n'ont pas souhaité recourir au terme américain synonyme de *global* qui sous-entend des perspectives analytiques spécifiques⁵. Cette image ne renvoie pas plus à la remise en cause des nationalismes méthodologiques qui séparent encore trop souvent les anthropologies du Nord occidental, dominantes, de celles du Sud encore en gestation ou très mimétiques. En fait l'usage du terme de frontière prend ici un sens très précis puisque plusieurs chapitres abordent en effet la question du passage des frontières par les migrants mexicains et le devenir de ces derniers. On se rend compte que depuis au moins 20 ans de nombreux programmes institutionnels et associatifs américains se penchent très concrètement sur cette question et que le recours officiel à l'anthropologie pour l'étudier ou même pour contribuer à rédiger des circulaires ou des textes législatifs nationaux est légitime et récurrent. Ainsi J. Heyman évoque des visites de lobbying à Washington avec des associations et des responsables communautaires, pratiques qu'on ne risque même pas d'imaginer en France. Nous ne pouvons pas ici rentrer dans le détail de toutes les contributions ni examiner de manière critique les différentes façons de conduire cette anthropologie dite publique. Celle-ci a déjà

⁴ Un ouvrage de la collection *Studies in Public and Applied Anthropology* est d'ailleurs entièrement consacré à cette problématique du *studying up* et à ses variantes : voir R. Stryker et R.J. Gonzalez (2014). J'en recommande vivement la lecture.

⁵ Pour un examen de cette problématique lire J. Copans (2016). L'ouvrage de Beck et Maida est dédié à l'anthropologue américain Eric Wolf, néo-évolutionniste marxisant très engagé dans les années 1960-70. Voir notamment son ouvrage, *Europe and the People Without History* (1982). Un seul de ses ouvrages est disponible en français, *Les guerres paysannes au vingtième siècle* (1974).

derrière elle une longue histoire d'au moins deux décennies. L'un des auteurs, M. Singer, notait qu'en 2007 il n'y avait que 475 liens sur internet vers l'expression « *public anthropology* » alors que trois ans plus tard, en 2010, on pouvait déjà en comptabiliser 4 570 ! L'anthropologie publique n'est ni au service exclusif des institutions publiques en tant que telles ni *a contrario* l'arme intellectuelle et critique des associations, ONG ou mouvements qui exprimeraient la contestation de ces dominations. Elle est encore moins la posture radicale de dénonciation purement universitaire ou militante, en surplomb d'une immersion pragmatique, qui se manifeste uniquement par des textes ou des pétitions. Mais elle est en fait tout cela à la fois, selon les circonstances, les situations et l'engagement des chercheur(e)s. Elle est, au sens très américain et sociologique du terme, une anthropologie des communautés en mobilisation, qu'elles soient d'origine sociale, « ethnique » ou carrément politique. J. Heyman aborde d'ailleurs ce problème de définition très frontalement en confrontant les positions réformistes et radicales dans une série d'encadrés présents dans le chapitre.

L'apport de ces contributions est ensuite leur portée à la fois très personnelle et très réflexive. La plupart des anthropologues décrivent très minutieusement les conditions et les effets de leurs implications dans les luttes et mouvements auxquels ils se sont identifiés parfois pendant plus d'une décennie. Certains même des auteurs produisent de véritables autobiographies qui explicitent leurs rapports tant à leurs employeurs professionnels qu'à leurs « employeurs » communautaires. C'est le cas notamment des deux éditeurs ou encore de M. Singer, anthropologue médical très connu pour ses travaux sur les effets du VIH, ou encore de L. Lamphere, l'une des fondatrices de l'anthropologie féministe activiste il y a plus de 40 ans, qui a étudié les communautés féminines laborieuses notamment chez les Indiens navajos.

L'anthropologie publique est une anthropologie qui insiste sur la co-construction du savoir mais d'un savoir utilisable collectivement pour des finalités aussi bien administratives et concrètes que politiques, en un mot donc publiques. Il s'agit d'agir pour le changement social de manière informée et réflexive ce qui assigne par définition une fonction extra-académique à l'anthropologie sociale. Non seulement il s'agit de rendre transparent le processus de formulation théorique mais aussi d'évaluer la nature spécifique des actions et des décisions prises d'une part par les communautés et d'autre part par les chercheurs anthropologues. Plus généralement la plupart des auteurs partagent le point de vue selon lequel l'anthropologie ne peut s'enfermer dans sa tour d'ivoire (universitaire) et qu'elle doit rendre compte des inégalités et dominations qui font l'histoire des populations habituellement étudiées par les anthropologues. L'anthropologie publique n'est pas soumise aux règles de la confidentialité comme l'anthropologie appliquée mais en même temps sa responsabilité ne peut se

réduire à la seule conscience engagée du chercheur ou encore à l'adhésion partisane d'un militantisme organisé non soumis à une discussion collective.

Notons que la plupart des auteurs, à la demande des éditeurs de l'ouvrage, brossent, de manière rapide mais aussi parfois de manière bien plus conséquente, les antécédents de l'anthropologie militante et/ou publique au plan national ou local (l'État, la ville, une administration particulière). En fait ces choix professionnels engagent peu les universités ou structures de recherche qui ne subventionnent pas ces terrains extra-académiques. C'est peut-être là que gît justement une des petites faiblesses de l'ouvrage : celui-ci discute très peu de manière concrète le fonctionnement proprement académique de la discipline qui exclut cette orientation de ses enseignements et de ses financements. Les terrains de l'anthropologie publique ne se réduisent pas à des terrains sociaux ou politiques sensibles et urgents car ce qui est pris en compte c'est d'abord la manière de conduire la recherche et le type de relations qui se noue entre tous les participants et contributeurs quels que soient leurs statuts et leurs rôles. La restitution des données, voire la forme prise par la diffusion des résultats, peut varier selon la position de chacun des coproducteurs. En tout cas la diffusion ne s'arrête pas aux portes des bureaux des collègues et aux bancs des amphis des étudiants comme pour l'anthropologie académique. Ainsi M. Singer présente succinctement une histoire de l'anthropologie publique et met en lumière les réflexions de R. Borofsky déjà évoquées par les deux éditeurs dans leur introduction qui insiste beaucoup sur la distinction entre publique et appliquée⁶. Signalons pour terminer qu'au moins trois des textes portent sur des pratiques artistiques (graffitis et tags) ou muséales ce qui élargit évidemment le sens commun de publique dans anthropologie publique.

Cette dernière est rapprochée par plusieurs auteurs de la conception de sociologie publique défendue par M. Burawoy qui a été successivement président de l'Association américaine puis de l'Association internationale de sociologie. Tout le monde cite sa célèbre adresse à la première en 2004 lorsqu'il en était le président⁷. La sociologie de Burawoy peut d'ailleurs être souvent qualifiée d'anthropologie sociale si l'on tient compte de sa manière d'étudier les ouvriers des mines de cuivre de Zambie au début des années 1970 ou plus tard les ouvriers

⁶ Cet anthropologue de l'université de Hawaïi dirige justement la *California Series in Public Anthropology*.

⁷ Voir M. Burawoy (2005). Celui-ci met à disposition sur son site toutes ses publications y compris de nature journalistique. Une rubrique spécifique est dédiée à la sociologie publique. On trouvera une version française éditée du texte cité dans la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* (Burawoy, 2009).

américains par le biais de l'observation participante et du statut d'établi (comme les étudiants soixante-huitards français). Le lecteur français devrait tirer un très grand profit du texte de l'anthropologue norvégien, T. Hylland Eriksen, praticien de terrains également « exotiques » (à la grande différence de la majorité des contributeurs), qui propose de rapprocher l'anthropologie des sciences de la vie en cette période d'inquiétude quant à la durabilité des développements, ce qui est tout à fait pertinent.

Évidemment le monde sans frontières de Beck et Maida est largement nord-américain : de fait il ignore le Canada et ses incursions européennes sont très limitées. La question dite du développement et de l'humanitaire étant à l'évidence *off limits* et la similitude des problèmes sociaux, sur laquelle nous avons beaucoup insisté, ne va pas du tout de soi après une seconde lecture à tête reposée. Il n'en reste pas moins que cette tendance⁸ interpelle fortement la tradition française très rétive non seulement à une utilisation non-académique de l'anthropologie (à la différence de nos collègues et voisins disciplinaires, sociologues, politologues ou géographes) mais même à l'initiation d'un débat serein autour de ce problème dont les retombées en termes de débouchés ne doivent pas du tout être sous-estimées. Encore une fois les anthropologues français du développement disposent de toutes les compétences et expériences pour lancer une telle dynamique. Favoriser l'apprentissage d'une anthropologie publique dans l'hexagone tant pour conforter l'insertion dans le champ mondial du développement que pour enrichir son patrimoine en expérimentant le champ hexagonal aux côtés des autres sciences sociales est un objectif professionnel et pédagogique qui mériterait bien des initiatives en ce sens.

Le cas britannique : un exemple à suivre pour les anthropologues français ?

Le recueil édité par J. MacClancy répond parfaitement à cet objectif pour ce qui est du Royaume-Uni. Cet ouvrage présente à la fois une enquête de terrain auprès d'anthropologues « publics » et un ensemble de textes très personnels qui expliquent les potentialités et les limites d'un tel projet. À tous points de vue la situation du Royaume-Uni est plus comparable à celle de la France alors que le gigantisme et l'ancienneté du cas états-unien en matière de recherche appliquée et publique est véritablement un autre cas d'école. MacClancy part d'un double constat : d'une

⁸ L'anthropologie publique n'est pas une École mais l'une de ses tendances, assez dogmatique semble-t-il, d'anthropologie activiste, porte ce nom si l'on en croit la description et l'expérience d'Angela Stuesse (2017) de son terrain conduit sous le patronage de l'École d'Austin animée par C. Hale.

part la plupart des docteurs en anthropologie au Royaume-Uni ne trouvent plus de travail à l'université et d'autre part leur recrutement dans la fonction publique ou les entreprises privées induit forcément de nouvelles pratiques et de nouvelles conceptions de la discipline. Ce dernier champ est très mal connu même s'il n'a pris forme que dans les années 1970 et qu'il ne se cantonne pas aux études de développement. L'éditeur s'efforce de repérer non seulement ce que la formation anthropologique apporte à l'emploi occupé mais aussi quelles sont les compétences apprises sur le tas et dans quelle mesure elles concourent à enrichir la perspective et les manières de faire de la discipline. Il examine les rapports entre ces nouvelles pratiques et la tradition de l'anthropologie universitaire, les tentatives de valorisation ou non par ces anthropologues, en un sens bureaucratisés, de leur identité première malgré la diversité des types d'emplois rencontrée dans la fonction publique. Si l'on fait abstraction de l'étude générale de l'éditeur sur cette expérience originale, les six chapitres présentent effectivement des domaines très spécifiques qui vont du ministère de la Défense au développement communautaire local (l'anthropologue est recruté dans sa propre petite ville natale !) en passant par la gouvernance en Irlande du Nord pendant les « événements », les services de santé ou le système carcéral. Un cas semble relever du « développement » à savoir les problèmes de communautés aborigènes déplacées puisque l'anthropologue, après avoir mené des recherches en Australie sur les mouvements de contestation aborigènes pour son doctorat à la LSE, est resté sur place d'abord au sein d'ONG locales puis du service public australien pour élargir ses premières préoccupations aux problèmes fonciers et juridiques soulevés par ces mêmes mouvements.

Cet ouvrage collectif est excellent car l'essentiel de son propos relève de ce qu'on pourrait dénommer une anthropologie du travail et de l'organisation de l'anthropologie dans le service public. L'une des anthropologues interviewées par MacClancy va même jusqu'à fournir son emploi du temps journalier (voir pp.30-31) ! La bureaucratisation extrême des pratiques professionnelles de la fonction publique, au point que les enquêtes élémentaires de base échappent paradoxalement aux anthropologues qui occupent des positions supérieures grâce à leur doctorat, éloigne progressivement (ou parfois brutalement) les anthropologues de leur culture identitaire initiale. MacClancy se demande même si la situation qu'il décrit n'est pas elle-même en train de disparaître, rayant carrément de la carte des formations universitaires la discipline de l'anthropologie. Les demandes sociales, les financements et les recrutements ne semblent pas en effet favoriser la diversification des tâches des anthropologues. L'avis de ses enquêtés est mitigée sur ce point : pour certains l'anthropologie reste un point de repère incontournable alors que d'autres estiment ne plus rien devoir à leur formation et ne pas devoir se prévaloir de leur corporatisme anthropologique. Avec l'accord de

l'éditeur, MacClancy termine son ouvrage par une espèce de postface qui est un véritable programme stratégique concret de formation pour celles et ceux qui voudraient s'engager dans une carrière d'anthropologie non universitaire. Il insiste sur la nécessité de références extra-universitaires de formation (y compris le fait de participer aux programmes Erasmus pour apprendre le fonctionnement d'autres anthropologies, mais c'était là avant l'éventualité d'un Brexit dur...) mais il pense que la formation théorique reste tout à fait indispensable car sans cette dernière l'anthropologie se réduirait à une simple collection de « trucs » techniques qualifiés de méthodes. Cet ouvrage me fait penser à la contribution de D. Lewis (2011) à l'ouvrage *Aidland* (Mosse, 2011)⁹ qui décrit les évolutions de l'identité de travailleurs sociaux britanniques qui passent d'une expérience nationale à une expérience d'expatriation lors de recrutements par des ONG humanitaires.

Malgré le rappel constant, tant par Beck et Maida que par MacClancy (et par la plupart de leurs collègues réunis par leurs soins), de la nature spécifique et fondamentale de l'anthropologie, la question de l'évolution disciplinaire générale tant au niveau conceptuel qu'au niveau plus particulier des aires culturelles et thématiques couvertes (idéalement de manière comparatiste), l'objectif théorique apparaît comme très secondaire dans ces anthropologies publiques. Par exemple les animateurs actuels de la série d'ouvrages des presses de l'université de Californie en anthropologie publique vont jusqu'à dire que les meilleures ventes de leur série ne proviennent pas des anthropologues professionnels, ce qui semblerait confirmer à la fois ce désintérêt et cette impossibilité¹⁰.

L'originalité des manières de faire suédoises et australiennes

Pourtant cet objectif reste décisif si l'on en croit mot à mot le titre du troisième ouvrage passé ici en revue, *Theoretical Scholarship and Applied Practice*. À première vue cet ouvrage se situe sur un plan nettement moins engagé idéologiquement et même pédagogiquement mais il soulève explicitement le lien entre les deux registres évoqués dans le titre à travers des études de cas britanniques, suédois et australiens qui semblent trop pragmatiques et même techno-sociaux, pour être comparés directement avec les domaines plus classiques abordés dans les deux ouvrages précédents¹¹. Le point de départ est celui de la place des

⁹ Cet ouvrage constitue le volume 6 de la collection dirigée par S. Pink. Voir notre compte rendu (Copans, 2013).

¹⁰ Lire l'ouvrage de Borofsky intitulé *Why a public anthropology?* (4 chapitres) de 2011 en ligne sur : publicanthropology.org.

¹¹ La plupart des auteurs relèvent de départements de design, de communication ou même d'arts plastiques. S. Pink enseigne à l'université royale de technologie de Melbourne (RMIT)

pratiques d'application dans l'élaboration de l'anthropologie générale et du rôle des contextes et demandes interdisciplinaires. Se plaçant dans le sillage de l'anthropologue britannique, M. Strathern, les éditeurs notent le poids de la culture d'audit dans les institutions actuelles y compris dans celles qui financent la recherche anthropologique (Strathern, 2000). Les recherches les plus appliquées exigent une très grande attention à cause du caractère inattendu du déroulement des terrains ce qui soulève également la place de l'éthique dans les interventions sociales et non seulement dans leur observation et leur analyse. La plupart des évaluations éthiques se posent en préalable aux enquêtes alors qu'en réalité elles ne peuvent avoir de portée qu'au cours de ces dernières et lors de la prise en considération (ou non) de leurs résultats.

Il est certain que le caractère très pratique et « domestique » des sujets étudiés et surtout de la formulation des projets – à savoir les méthodes de communication, les questions des usages énergétiques ou encore l'emploi des moyens audiovisuels – peut sembler assez loin des terrains habituels des anthropologues, et même du développement. Cette complexité de l'exercice anthropologique conduit S. Pink à parler d'éthique processuelle à cause de l'enchevêtrement qui s'établit entre les perspectives disciplinaires habituelles, les contextes de contrôle dits éthiques, les rapports entre praticiens de disciplines différentes et la pluralité sociale et culturelle des publics fréquentés tant au cours des enquêtes qu'au cours des processus de rédaction puis de diffusion des résultats. Le dernier chapitre rédigé par T. O'Dell, l'un des éditeurs de l'ouvrage, et R. Willim aborde frontalement le thème porté par le titre. Le genre de la recherche appliquée implique une réflexion conceptuelle adaptée qui renvoie à une multitude d'objectifs parfois difficiles à définir *a priori*. Se référant à G. Marcus (1998) ces chercheurs considèrent que l'anthropologue doit se concevoir comme un acteur. Le projet analysé dans leur texte est celui de pratiques artistiques comme des performances qui s'adressent à des publics différents. Cette pluralité d'acteurs (artistes, anthropologues et publics variés) débouche sur une reconsidération et une réflexivité permanentes. L'analyse culturelle dans ce cas ne peut être que provisoire.

L'anthropologie est ainsi suspendue entre deux sinon trois mondes ce qui d'emblée met en péril la possibilité d'une théorisation aboutie qui puisse construire d'autres objets et surtout des objets différents. Cet aspect expérimental de la pratique anthropologique n'est pas nouveau en soi et il débouche sur une incertitude conceptuelle et méthodologique considérable puisque tous les acteurs, indépendamment de leur statut, sont « des partenaires épistémiques » comme les

qui est un établissement très réputé avec une antenne vietnamienne. Elle y dirige le Centre de recherche d'ethnographie digitale.

dénomment les deux anthropologues. Cette anthropologie plurielle suédoise est probablement fort éloignée des considérations en faveur d'une anthropologie publique, défendues par tous les auteurs et éditeurs des deux recueils précédents. Mais cette anthropologie est encore bien plus éloignée de la culture professionnelle française, pour ce que j'en connais. Je reconnais que ces conceptions disciplinaires ne m'attirent guère mais je reconnais aussi que leur caractère inusité n'interdit pas à leurs praticiennes et praticiens de soulever d'excellentes questions quant à la conduite de recherches appliquées participatives et que ces perspectives peuvent suggérer des interventions inédites dans n'importe quel champ de l'action sociale.

Les anthropologies publiques passées en revue ici ne partagent pas à l'évidence une culture anthropologique unique et commune au vu du caractère hétérogène voire hétéroclite de leurs inspirations ou de leurs programmes de recherche. Mais leur comparaison avec les traditions françaises laisse planer un certain goût d'exotisme car ces dernières restent très éloignées d'un engagement participatif tous azimuts sur les terrains français eux-mêmes. Même l'anthropologie du développement, telle qu'elle se présente dans les dernières publications des membres de l'APAD, ne correspond pas à ces immersions militantes ou au contraire expérimentales et performatives¹². Faudrait-il expérimenter de tels exemples en France pour rattraper ce que certains pourraient percevoir comme un retard ou pour combler un décalage ? Aux lecteurs d'*Anthropologie & développement* d'en décider.

Bibliographie

- BONHOMME J., 2007, « Anthropologues embarqués », *Laviedesidées*, décembre, <https://laviedesidees.fr/Anthropologues-embarques.html> (consulté le 31 mars 2019).
- BOROFKY R., 2011, *Why a Public Anthropology?*, publicanthropology.org, <https://www.publicanthropology.org/why-a-public-anthropology/>.
- BURAWOY M., 2005, « "For Public Sociology" 2004 Presidential Address », *American Sociological Review*, 70, 1 : 4-28.
- BURAWOY M., 2009, « Pour la sociologie publique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 176-177 : 121-144.

¹² Voir par exemple Fresia et Lavigne Delville (2018).

- COPANS J., 2013, « Compte Rendu D. Mosse, *Adventures in Aidland* », *Sociologies Pratiques*, 27 : 193-197.
- COPANS J., 2016, « Le diable est-il dans le local, le global ou le mondial ? L'anthropologie sociale entre tradition globalisante et nouveauté mondiale globale », *Terrains/Théories*, 5, <https://journals.openedition.org/teth/819> (consulté le 31 mars 2019).
- FRESIA M. et LAVIGNE DELVILLE P., 2018, *Au cœur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Paris, Karthala/IRD/APAD.
- ISRAEL N., 2017, « Les *Human Terrain Systems* : un programme de recherche opérationnelle », *L'Homme*, 222 : 119-129.
- McFATE M. et LAURENCE J.H. (éds), 2015, *Social Science goes to War. The Human Terrain System in Iraq and Afghanistan*, London, Hurst.
- LEWIS D., 2011, « Tidy Concepts, Messy Lives: Defining Tensions in the Domestic and Overseas Careers of U.K. Non-Governmental Professionals », in MOSSE D. (éd.), *Adventures in Aidland. The Anthropology of Professionals in International Development*, Oxford, Berghahn Books : 177-197.
- MARCUS G.E., 1998, *Ethnography Through Thick and Thin*, New Jersey, Princeton University Press.
- NADER L., 1972, « Up the Anthropologist: Perspectives Gained from Studying Up », in HYMES D. (éd.), *Reinventing Anthropology*, New York, Vintage Books : 284-311.
- STRYKER R. et GONZÁLES R.J. (éds), 2014, *Up, Down and Sideways: Anthropologists Trace the Pathways of Power*, Oxford, Berghahn Books.
- STRATHERN M., 2000, *Audit Cultures: Anthropological Studies in Accountability*, London, Routledge.
- STUESSE A., 2017, « Anthropology for Whom? Challenges and Prospects of Activist Scholarship », in BECK S. et MAIDA C.A. (éds), *Public Anthropology in a Borderless World*, Oxford, Berghahn Books : 221-246.
- WOLF E., 1974 (1969), *Les guerres paysannes du vingtième siècle*, Paris, Maspero.
- WOLF E., 1982, *Europe and the People Without History*, Berkeley, University of California Press.